

Débat présidentiel: quelle est la part du Covid dans la hausse de 600 milliards d'euros de dette sous Macron?

Election Présidentielle 2022 dossier ▾

La dette publique devrait bien s'élever à quelques 600 milliards d'euros sur le quinquennat, mais plus de la moitié serait liée à la crise sanitaire.

Par rapport à la fin 2017, la dette a augmenté de 560 milliards d'euros. (Hiroshi Watanabe/Getty Images)

par [Luc Peillon](#)

publié le 20 avril 2022 à 22h10

«Ne me donnez pas de leçons sur le financement de mon projet, car quand on a 600 milliards de dettes au compteur, on reste modeste», a lancé Marine Le Pen à Emmanuel Macron lors du débat pour la Présidentielle. «Les 600 milliards d'euros de dettes, c'est 200 milliards de l'Etat, le reste c'est la sécurité sociale et les collectivités locales, lui a répondu Emmanuel Macron. Pourquoi ? Car vu que les gens ne pouvaient plus travailler [à cause de la crise sanitaire), on n'a pas relevé leurs cotisations, on a même fait des décalages, voire des exonérations de cotisations. Vous avez voté contre, mais vous auriez fait quoi ?»

Un cap symbolique a effectivement été franchi lors de ce quinquennat : la dette publique a dépassé les 100 % du PIB. Elle s'est même élevée bien au-delà, puisqu'elle atteint, fin 2021, 112,9 % du PIB, soit plus de 2 800 milliards d'euros. Par rapport à la fin 2017, elle a donc augmenté de 560 milliards d'euros, soit sans doute 600 milliards d'euros d'ici la fin du quinquennat.

Sur ce montant, [165 milliards sont imputables, selon le gouvernement](#), à la crise sanitaire liée au Covid-19 (mesures d'urgence, de relance, financement de l'activité partielle...).

L'essentiel

Débat Macron-Le Pen: revivez le duel pour la présidentielle, avec nos analyses et nos reportages

Elections 21 avr. 2022

«*Mais la crise sanitaire a aussi provoqué une baisse du PIB, et donc une baisse des recettes [fiscales et sociales, nldr], qui représentent également de l'ordre de 160 milliards*», estime François Ecalle, ancien magistrat à la Cour des comptes et président du blog [Fipeco](#), consacré aux finances publiques. L'accroissement de la dette hors Covid entre fin 2017 et fin 2021 serait donc plutôt de l'ordre de 240 milliards d'euros.

Héritage de François Hollande

Par ailleurs, précise François Ecalle, «*Emmanuel Macron part avec un héritage de 3 % de déficit public annuel, soit environ 70 milliards d'euros, qui est celui de la fin du quinquennat Hollande*». Autrement dit, selon le président de Fipeco, «*si Emmanuel Macron était resté sur un tel déficit annuel, il serait sur environ 280 milliards de dette fin 2021. In fine, il est donc, avec 240 milliards, sur un déficit annuel, hors crise sanitaire, un peu inférieur à son prédécesseur*».